



nos voix pour des toits

Les femmes en logement
en collaboration avec Judith Lussier

ÉPISODE 6

Voici votre résumé de notre baladodiffusion !

Quelques statistiques

Les femmes immigrantes paient en moyenne 12 % plus cher pour leur loyer que les femmes non-immigrantes.

Plus de la moitié des québécoises vivant seules consacrent 30 % de leur revenu à leur loyer. Pour le quart d'entre elles, c'est plus de 50 %.

Le tiers des femmes vivant avec un handicap vit sous le seuil de la pauvreté.



Saviez-vous que...?

Au-delà des interprétations, il existe une définition du féminisme.

Il s'agit d'un courant de pensée et d'un mouvement politique, social et culturel qui préconise l'extension du rôle de la femme dans la société.

Cet ensemble d'idées et de mouvements est orienté vers un but commun : atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes les sphères de la vie pour une société plus juste, plus heureuse et plus prospère.

Un résumé de la situation

Nos intervenantes



Gaëlle Fedida
Coordonnatrice Alliance MH2



Catherine Fournier
Mairesse de Longueuil



Véronique Laflamme
Porte-parole FRAPRU

Les conséquences de la crise du logement sur les femmes

Hausse de la discrimination
Hausse de l'itinérance cachée
Hausse des rénovictions
Surpeuplement des appartements

Hausse de l'insalubrité
Hausse de la cohabitation forcée
Hausse de la surenchère immobilière
Insuffisance du filet social

Les ressources d'hébergement engorgées et la violence conjugale

Les femmes restent dans un climat de violence pour deux raisons principales :

- 1 Les considérations matérielles
- 2 L'importance de donner un cadre de vie aux enfants

L'accès au logement étant problématique, les femmes qui passent par les centres d'hébergement sont confrontés à différents enjeux :

- Leur entrée en centre est retardée parce que les places sont occupées
- Leur séjour en hébergement est prolongé, faute d'appartements disponibles
- À leur sortie, elles vivent parfois dans des appartements insalubres ou de petites tailles.

Les causes du déséquilibre entre l'offre et la demande

- Le sous-financement chronique du logement social par rapport aux besoins ;
- Le désengagement de l'état du milieu communautaire depuis de nombreuses années ;
- La mauvaise planification démographique, plaçant le Canada au dernier rang en matière de nombre de logements disponibles par habitant dans les pays au sein de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques).

Les solutions apportées

Du côté municipal

- Jouer un rôle de leadership et de sensibilisation auprès des autres paliers gouvernementaux ;
- Se responsabiliser et être moins lourd dans les exigences règlementaires ;
- Passer un règlement d'inclusion qui forcent les promoteurs à développer du logement social ou à payer une contribution coûteuse au fonds ;
- Interdire la conversion d'immeubles locatifs en condo lorsque le taux d'inoccupation est sous les 3 % ;
- Engager de nouveaux inspecteurs pour faire respecter le code municipal, notamment en matière d'insalubrité ;
- Utiliser, lors de son obtention, le droit de préemption ;
- Accompagner les développeurs communautaires dans leurs projets.



Du côté de Québec

- Appliquer l'analyse différenciée selon les sexes dans tous les ministères ;
- Lancer un chantier et investir de manière récurrente dans le logement social ;
- Adopter une politique globale en habitation basée sur le droit du logement ;
- Accroître les ressources communautaires spécifiques pour les femmes, notamment en matière d'itinérance ;
- Encadrer le marché privé.

Les réalités des femmes locataires

Il existe une forme d'itinérance cachée, particulièrement chez les femmes, puisque nombreuses sont celles qui ne peuvent pas se permettre de rester dans la rue, un milieu dangereux pour elles. Ces femmes font face à de faux choix, soit de rester dans un foyer malsain ou de vivre dans la rue.

Les étudiantes, notamment, sont nombreuses à se résoudre à la colocation forcée faute de moyens financiers, avec les risques que ce choix comporte pour leur sécurité. Les femmes en situation de handicap sont plus à risque de vivre différents types de violence puisque, souvent, elles n'ont pas les capacités physiques et financières de vivre seules, entre autres par manque de logements adaptés. Ces mêmes enjeux touchent également les femmes âgées.

Le racisme et l'âgisme à l'égard des femmes persistent dans l'accès et le maintien en logement. Plusieurs d'entre elles sont victimes de harcèlement, de discrimination et de préjugés de la part des propriétaires et parfois même des autres locataires.

Des témoignages sur la violence conjugale

« Lorsque j'étais étudiante à la maîtrise, je suis allée habiter avec mon chum de l'époque. Il confisquait mes objets ou les détruisait, il débranchait les appareils que j'utilisais, il m'appelait pour me faire des reproches si je ne respectais pas ses règles. Aucune porte ne se barrait dans l'appartement, je ne pouvais pas m'isoler et il me suivait partout. Même si je ne me suis pas fait battre, il y avait beaucoup de harcèlement psychologique, de manipulation et de coercition sexuelle. Il faut se rappeler qu'un engagement à vivre à deux n'est pas toujours une preuve d'amour. C'est grâce à mes parents que j'ai pu me louer un autre appartement et finalement partir, seule je n'aurais pas eu les moyens. »

- Une jeune femme de l'Estrie, à l'époque étudiante

« Il faut sortir de la pensée que la violence, c'est physique. L'isolement peut mener à la dominance psychologique et financière. Dans mon cas, il se contredisait, il me disait d'aller travailler puis de ne plus y aller, je ne pouvais pas voir d'autres familles alors que je venais d'accoucher. Quand l'un de mes enfants est devenu violent avec les autres, que la situation a affecté son fonctionnement et son développement, je suis partie avec les enfants en hébergement. Il y a des règles de sécurité dans les hébergements, une protection, un *back-up*. Ces ressources sont vraiment là pour aider. » - Une femme de la Montérégie, alors mère d'un nouveau-né



Quelques ressources nationales

SOS Violence conjugale

1 800 363-9010

<https://sosviolenceconjugale.ca/fr>

Info-aide violence sexuelle

1 888 933-9007

<https://infoaideviolencesexuelle.ca/>

Services juridiques gratuits - violence conjugale

1 833-732-2847 (REBATIR)

<https://rebatir.ca/>

Ligne Aide-abus-Aînés

1 888-489-2287

<https://www.aideabusaines.ca/>

D'autres enjeux reliés au logement

Quand on parle du droit au logement, on parle de toutes les autres mesures sociales nécessaires pour répondre aux besoins ainsi qu'aux droits de base universels de chaque individu de notre société, dont la lutte pour avoir accès à un meilleur salaire minimum, pour enrayer la pauvreté systémique et la dénonciation de l'exclusion sociale envers les groupes marginalisés.

La baladodiffusion Nos voix pour des toits est un projet de huit épisodes réalisé par un groupe de locataires accompagné par la FROHME grâce à un financement du Centre de transformation du logement communautaire. Chacun des épisodes fera l'objet d'un résumé ! Écoutez les épisodes : frohme.rqoh.com/baladodiffusion